



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/44/641
17 octobre 1989
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-quatrième session
Point 76 de l'ordre du jour

**OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES
REFUGIES DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT**

Rapport du Groupe de travail chargé d'étudier le financement
de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour
les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

Rapporteur : M. Sverre J. BERGH JOHANSEN (Norvège)

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1 - 8	2
A. Historique	1 - 3	2
B. Examen du rapport du Groupe de travail à la quarante- troisième session de l'Assemblée générale	4 - 8	2
II. ACTIVITES DU GROUPE DE TRAVAIL EN 1989	9 - 10	3
III. SITUATION FINANCIERE DE L'OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT	11 - 14	3
IV. CONCLUSIONS	15 - 18	4

I. INTRODUCTION

A. Historique

1. Le Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient a été créé en vertu de la résolution 2656 (XXV) de l'Assemblée générale, en date du 7 décembre 1970, pour étudier tous les aspects du financement de l'Office. Dans cette résolution, l'Assemblée priait le Groupe de travail d'aider le Secrétaire général et le Commissaire général de l'Office à trouver une solution aux problèmes posés par la crise financière de l'Office.

2. A sa vingt-cinquième session et à ses sessions suivantes, l'Assemblée générale a examiné les rapports que lui a présentés le Groupe de travail 1/ et a adopté des résolutions dans lesquelles elle félicitait le Groupe de travail de ses efforts et l'invitait à les poursuivre pour une nouvelle période d'un an 2/.

3. Le Groupe de travail se compose de représentants des pays suivants : Etats-Unis d'Amérique, France, Ghana, Japon, Liban, Norvège, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Trinité-et-Tobago et Turquie. Le Président du Groupe est M. Mustafa Aksin (Turquie).

B. Examen du rapport du Groupe de travail à la quarante-troisième session de l'Assemblée générale

4. A sa quarante-troisième session, l'Assemblée générale a examiné le rapport du Groupe de travail sur ses activités en 1988 3/ au titre du point 76 de l'ordre du jour, intitulé "Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient". A sa 3e séance plénière, le 23 septembre 1988, elle a décidé d'inscrire cette question à son ordre du jour et de la renvoyer à la Commission politique spéciale, qui l'a examinée à ses 22e, 24e, 26e, 27e et 34e séances, les 9, 10, 14, 15 et 28 novembre 1988.

5. A la 24e séance de la Commission politique spéciale, le 28 novembre 1988, le représentant des Pays-Bas a présenté un projet de résolution intitulé "Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient" (A/SPC/43/L.15) et parrainé par l'Allemagne (République fédérale d'), l'Autriche, le Bangladesh, le Canada, le Danemark, l'Espagne, l'Inde, l'Indonésie, le Libéria, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan, les Pays-Bas, les Philippines, la Suède et la Yougoslavie.

6. Aux termes de ce projet de résolution, l'Assemblée générale :

a) Féliciterait le Groupe de travail des efforts qu'il avait faits pour contribuer à assurer la sécurité financière de l'Office;

b) Prendrait acte en l'approuvant du rapport du Groupe de travail;

c) Prierait le Groupe de travail de poursuivre ses efforts, en coopération avec le Secrétaire général et le Commissaire général, pour assurer le financement de l'Office pendant une nouvelle période d'un an;

/...

d) Prierait le Secrétaire général de fournir au Groupe de travail les services et l'assistance nécessaires à l'accomplissement de sa tâche.

7. A sa 34e séance, le 28 novembre 1988, la Commission a adopté le projet de résolution sans procéder à un vote.

8. A sa 71e séance plénière, le 6 décembre 1988, l'Assemblée générale a examiné le projet de résolution relatif au Groupe de travail, que la Commission politique spéciale lui avait recommandé d'adopter en même temps que d'autres projets de résolution relatifs au même point de l'ordre du jour. L'Assemblée a adopté sans vote le projet de résolution, qui est devenu la résolution 43/57 B en date du 6 décembre 1988.

II. ACTIVITES DU GROUPE DE TRAVAIL EN 1989

9. Pendant toute l'année, les membres du Groupe de travail ont observé avec préoccupation les difficultés auxquelles l'Office se heurtait, en particulier sa situation financière, qui demeurerait grave. Le Groupe de travail a tenu deux séances, le 11 septembre et le 10 octobre 1989, pour examiner l'évolution récente de la situation financière de l'Office et rédiger son rapport à l'Assemblée générale, qu'il a adopté le 10 octobre 1989.

10. Le 11 septembre 1989, le Groupe de travail a entendu le Contrôleur de l'Office, qui a fait le point de la situation financière (voir sect. III).

III. SITUATION FINANCIERE DE L'OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT

11. En 1988, l'Office a reçu des ressources suffisantes pour exécuter son programme ordinaire, tel qu'il était prévu au budget, sauf en ce qui concerne les travaux de construction. Les dépenses au titre du programme ordinaire se sont chiffrées à quelque 211 millions de dollars. En outre, l'Office a exécuté des programmes de secours d'urgence au Liban, sur la Rive occidentale et dans la bande de Gaza, pour un coût d'environ 20 millions de dollars, qu'il a financés à l'aide de fonds versés spécialement à ces fins. A la fin de 1988, le solde du Fonds général se chiffrait à 29 millions de dollars, soit une réserve opérationnelle suffisante pour poursuivre les opérations ordinaires pendant une période d'environ six semaines.

12. D'après les indications dont on dispose actuellement, il semblerait que durant l'année en cours, l'Office doive de nouveau être en mesure d'exécuter comme prévu l'essentiel de son programme ordinaire et de ses programmes de secours d'urgence. Néanmoins, comme cela avait déjà été le cas en 1988, il ne dispose pas de ressources suffisantes pour le programme de construction, et des travaux fort nécessaires devront de nouveau être reportés. L'Office n'a pas non plus de ressources suffisantes pour faire face aux dépenses prévues au titre de l'assistance d'urgence et de la reconstruction au Liban.

/...

13. Ces projections dépendent d'un certain nombre de facteurs, l'un des plus importants étant les fluctuations des taux de change des monnaies locales par rapport au dollar. Au début de 1989, il était apparent que la dépréciation de l'une des principales monnaies locales réduirait sensiblement le coût en dollars des dépenses inscrites au budget. Le Commissaire général a par conséquent décidé de réduire de 6 millions de dollars le budget de 1989 présenté à l'Assemblée générale, le ramenant de 233 à 227 millions de dollars. Or, dans plusieurs zones d'opérations de l'Office, il a fallu relever les traitements du personnel local afin de compenser la perte de leur pouvoir d'achat, ce qui a eu pour effet de réduire la valeur en dollars des gains au change. Des enquêtes sur les conditions d'emploi se poursuivent dans un certain nombre de zones d'opération et risquent de conduire à de nouvelles augmentations des traitements. Celles-ci pourraient affecter les projections ci-dessus pour 1989 et pour l'année suivante, dans la mesure où le budget pour 1990 est établi sur la base des barèmes des traitements et des taux de change actuellement en vigueur.

14. S'il semble que l'Office puisse faire face à ses dépenses pendant le restant de l'exercice en cours, les perspectives pour 1990 sont très préoccupantes. Il est encore trop tôt pour donner des chiffres précis, mais l'on prévoit une augmentation de 5 % des dépenses inscrites au budget au titre du programme ordinaire. Ce chiffre, utilisé aux fins de la planification et dans les discussions avec les donateurs, a été considéré comme représentant l'augmentation des contributions strictement indispensable pour répondre aux besoins de l'Office quant à son programme ordinaire de 1990. En outre, des ressources seront nécessaires pour poursuivre les opérations de secours d'urgence au Liban, sur la Rive occidentale et dans la bande de Gaza. Il se pourrait qu'à la fin de 1989, les soldes de ces fonds soient très faibles et ne suffisent, au maximum, que pour une période d'environ un mois. Si l'on veut maintenir les programmes au niveau de 1989, il faudra que des contributions d'un montant de 25 à 30 millions de dollars soient versées à l'Office en sus des contributions accrues dont il aura besoin pour financer le programme ordinaire.

IV. CONCLUSIONS

15. Le Groupe de travail se plaît à noter que l'Office a bénéficié d'un financement suffisant pour exécuter l'essentiel de son programme ordinaire et de ses programmes de secours d'urgence en 1988 et qu'il compte le faire encore en 1989. Il exprime sa reconnaissance aux donateurs, notamment à ceux qui ont augmenté leurs contributions, pour avoir rendu la chose possible. Il constate cependant que, pendant les deux années en question, le budget de construction n'a pas été doté d'un financement suffisant et que des travaux d'une nécessité pressante devront, une fois encore, être remis à plus tard.

16. Le Groupe de travail partage les inquiétudes qu'inspirent au Commissaire général les perspectives financières pour 1990. A ce propos, il relève que les résultats financiers positifs de 1988, et les projections satisfaisantes pour 1989 ne sont pas tant imputables à l'accroissement des contributions qu'à la réduction des coûts entraînée par l'évolution favorable des taux de change du dollar. Comme le Groupe de travail l'a déjà fait remarquer, la tendance des fluctuations peut facilement s'inverser et compromettre les finances de l'Office. Il faut donc

/...

continuer à solliciter des contributions plus importantes, non seulement des donateurs habituels mais aussi, ce qui est peut-être plus important encore, de nouveaux donateurs. Le Groupe de travail félicite l'Office des efforts qu'il a faits en ce sens; le plan à moyen terme reste pour les donateurs un bon moyen de déterminer le niveau de leurs contributions et la rencontre, devenue pratique annuelle, entre le Commissaire général et ses hauts fonctionnaires et les représentants des donateurs, notamment les principaux d'entre eux, offre à ces derniers une bonne occasion de mieux s'informer des programmes de l'Office. Le Groupe de travail félicite également le Commissaire général des efforts qu'il a déployés pour susciter l'accroissement des contributions, sous la forme notamment d'un calendrier très serré de rencontres personnelles visant à mobiliser des fonds. Il relève que le Commissaire général continue d'envisager une croissance annuelle des dépenses de 5 % pour maintenir le programme ordinaire à son niveau actuel. Il faudra tenir dûment compte, dans la réalisation de cet objectif, de la nécessité d'assurer une gestion saine et efficace, qui devrait stimuler la confiance des donateurs potentiels. Le Groupe de travail fait remarquer qu'un accroissement important des contributions sera nécessaire si les services doivent être maintenus à leurs niveaux actuels.

17. Le Groupe de travail s'inquiète particulièrement du financement futur des programmes de secours d'urgence de l'Office, dont il constate qu'ils fonctionnent actuellement dans trois des cinq zones d'activité de l'Office. Ces programmes sont largement en déficit pour 1990 et exigeraient un surcroît de financement de 25 à 30 millions de dollars. Le Groupe de travail s'inquiète comme le Commissaire général de la situation qui s'instaurerait si les programmes en question devaient être restreints faute de moyen de financement.

18. Le Groupe de travail prie donc instamment tous les gouvernements de garder ces considérations à l'esprit lorsqu'ils détermineront le montant de leurs contributions pour 1990. Il demande en particulier :

- a) Que les gouvernements qui n'ont pas encore versé de contributions à l'Office commencent à le faire;
- b) Que les gouvernements qui n'ont versé jusqu'à présent que des contributions relativement modestes augmentent leurs contributions;
- c) Que les gouvernements qui, dans le passé, ont versé des contributions généreuses continuent de le faire et s'efforcent d'en accroître le montant;
- d) Que les gouvernements envisagent de verser des contributions supplémentaires spéciales pour les projets de construction et pour les programmes de secours d'urgence au Liban et dans les territoires occupés de la Rive occidentale et de la bande de Gaza, sans pour autant diminuer leurs contributions au Fonds général;
- e) Que les gouvernements s'efforcent de verser leurs contributions aussi tôt que possible chaque année.

Notes

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, annexes, point 35 de l'ordre du jour, document A/8264; document A/8476 et Corr.1; Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, annexes, point 40 de l'ordre du jour, document A/8849; ibid., vingt-huitième session, annexes, point 43 de l'ordre du jour, document A/9231; ibid., vingt-neuvième session, annexes, point 38 de l'ordre du jour, document A/9815; ibid., trentième session, annexes, point 54 de l'ordre du jour, documents A/10268 et A/10334; ibid., trente et unième session, annexes, point 53 de l'ordre du jour, document A/31/279; ibid., trente-deuxième session, annexes, point 55 de l'ordre du jour, document A/32/278; ibid., trente-troisième session, annexes, point 54 de l'ordre du jour, document A/33/320; ibid., trente-quatrième session, annexes, point 50 de l'ordre du jour, document A/34/567; ibid., trente-cinquième session, annexes, point 53 de l'ordre du jour, document A/35/526; ibid., trente-sixième session, annexes, point 60 de l'ordre du jour, document A/36/615; ibid., trente-septième session, annexes, point 65 de l'ordre du jour, document A/37/591; ibid., trente-huitième session, annexes, point 73 de l'ordre du jour, document A/38/558; ibid., trente-neuvième session, annexes, point 75 de l'ordre du jour, document A/39/575; ibid., quarantième session, annexes, point 79 de l'ordre du jour, document A/40/736; ibid., quarante et unième session, annexes, point 75 de l'ordre du jour, document A/41/702; ibid., quarante-deuxième session, annexes, point 79 de l'ordre du jour, document A/42/633.

2/ Résolutions de l'Assemblée générale 2791 (XXVI) du 6 décembre 1971, 2964 (XXVII) du 13 décembre 1972, 3090 (XXVIII) du 7 décembre 1973, 3330 (XXIX) du 17 décembre 1974, 3419 (XXX) du 8 décembre 1975, 31/15 C du 23 novembre 1976, 32/90 D du 13 décembre 1977, 33/112 D du 18 décembre 1978, 34/52 D du 23 novembre 1979, 35/13 D du 3 novembre 1980, 36/146 E du 16 décembre 1981, 37/120 A du 16 décembre 1982, 38/83 B du 15 décembre 1983, 39/99 B du 14 décembre 1984, 40/165 B du 16 décembre 1985, 41/69 B du 3 décembre 1986 et 42/69 B du 2 décembre 1987.

3/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-troisième session, annexes, point 76 de l'ordre du jour, document A/43/702.

4/ Ibid., quarante-troisième session, Additif au Supplément No 13, (A/43/13/Add.1).
